



Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché pour l'achat, la livraison, l'installation et la mise en service de matériels et équipements audiovisuels pour l'aménagement d'un amphithéâtre et d'une salle comodale de Bordeaux Sciences Agro

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet L'achat, la livraison, l'installation, et la mise en service de matériels et équipements audiovisuels pour l'aménagement d'un amphithéâtre et d'une salle comodale de Bordeaux Sciences Agro

2. Dispositions générales

2.1 Pouvoir adjudicateur

Bordeaux Sciences Agro est un établissement public administratif d'enseignement supérieur et de recherches sous tutelle du Ministère de l'Agriculture.

Coordonnées du pouvoir Adjudicateur : Bordeaux Sciences Agro, 1, cours du Général de Gaulle CS 40201 33 175 Gradignan

Siret : 19330203100011

Code APE : 8542 Z

Représenté par madame Sabine BRUN-RAGEUL,
Directrice.

2.2 Forme de la consultation

Le présent marché est un marché de fournitures comprenant des prestations de service à titre accessoire.

Le présent marché est lancé sous la forme d'un appel d'offre ouvert en application des dispositions des articles L2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

Le Titulaire du marché est soumis à une obligation de résultat.

Nomenclature :

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est

CODE CPV	Dénomination
32321200-1	Equipement audiovisuel
32321300-2	Matériel audiovisuel
32232000-8	Matériel de visioconférence
32342410-9	Matériel de sonorisation
50340000	Service de réparation et d'entretien de matériel audiovisuel et optique

3. Durée du marché

Durée Le marché est conclu à compter de sa date de notification et s'achève à l'issue de la période de garantie et de maintenance après la date de déclaration de mise en service régulier

Pénalités de retard : En cas de retard dans la livraison et l'installation des équipements, le pouvoir adjudicateur invitera, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précisera le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si Bordeaux Sciences Agro considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

4. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution est situé dans les locaux de Bordeaux Sciences Agro à Gradignan

1, cours du général de Gaulle

CS 40201

33175 Gradignan

5. Description des prestations

Sont inclus dans les prestations sans pour autant avoir un caractère exhaustif

La livraison : Comprend le transport des équipements depuis le lieu de production jusqu'au lieu d'exécution. Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des équipements proposés.

La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions.

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives effectuées par un représentant de l'acheteur, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Emballage : La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues par les documents particuliers du marché. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché, et lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

Gestion des déchets :

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire peut se voir appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché

L'installation : Inclut l'assemblage, le câblage et la fixation des équipements selon le cahier des clauses techniques particulières.

La formation : Prestation de formation des utilisateurs à l'utilisation des équipements

La maintenance et garantie : Engagement sur la durée et conditions de la garantie, ainsi que sur les services de maintenance préventive et corrective.

6. Modalités et de paiement

Mode de financement : Le marché est financé sur fonds publics.

Délai de paiement : Le paiement interviendra par virement bancaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture et de la validation des prestations.

Réserve : Paiement du solde après levée des réserves éventuelles.

7. Prix : Les prix sont fermes et définitifs.

8. Obligations du titulaire

Le titulaire doit :

Respecter les normes en vigueur (électriques, acoustiques, sécurité, etc.).

Fournir un dossier de conformité des équipements.

Assurer la propreté et la sécurité du chantier pendant les travaux d'installation.

Restituer les locaux en parfait état à la fin des prestations.

9. Obligations du pouvoir adjudicateur

L'acheteur doit :

Mettre à disposition les locaux pour l'exécution des travaux.

Assurer l'accès aux installations techniques nécessaires.

Fournir un interlocuteur dédié pour le suivi du marché.

10. Réception des prestations

La réception se fera en deux étapes

Réception provisoire : Vérification qualitative et quantitative des équipements et prestations.

Réception définitive : Validation après levée des éventuelles réserves constatées.

11. Résiliation

L'acheteur pourra résilier le marché :

1° En cas de faute d'une gravité suffisante du titulaire ;

2° Pour un motif d'intérêt général, conformément aux dispositions du 5° de l'article L. 6.

3° Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

12. Litiges

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. Le différend doit être explicitement exposé par écrit non équivoque par le plaignant.

En cas de désaccord persistant le conflit sera porté devant le tribunal administratif de Bordeaux.